

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 2603

37 – INDRE-ET-LOIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOURS

Jugement d'ouverture

Date : 10 février 2026.

Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

933 602 682 RCS Tours.

RENOGLOBAL TECH.

Forme : Société par actions simplifiée.

Activité : La réalisation de tous travaux de construction et tous travaux de rénovation de l'habitat, notamment de travaux d'isolation de bâtiments, de travaux de menuiserie, de charpente, de couverture, de travaux de Zinguerie et sur façades en lien avec les travaux de couverture, de travaux d'aménagement de combles, de travaux de maçonnerie générale et ravalement, de travaux de plomberie et chauffage, de travaux d'électricité et d'intervention sur ventilations ; La pose, l'entretien, la maintenance et la réparation de panneaux Photovoltaïques ou de tous autres produits, matériaux et matériels affectés à la production d'énergie solaire, ainsi que la réalisation de tous travaux de charpente, couverture, d'électricité permettant ces opérations..

Adresse : 2 bis, rue de la Sublainerie, 37510 Ballan-Miré.

Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1er décembre 2025, désignant : administrateur Selàrl trajectoire mission conduite par Maître Julien Zetlaoui 30 Boulevard Heurteloup 37000 Tours, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire Selàrl Mj Corp, mission conduite par Maître Bertrand Boudevin 16 boulevard Heurteloup Cs 94312 37043 Tours cedex 1. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.